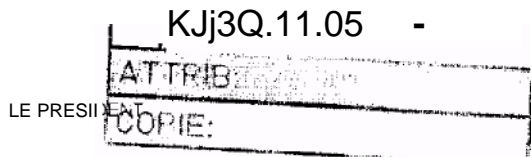


# SAINT-GOBAIN



Paris, le 24 novembre 2005

**A/39957**

Monsieur Philip LOWE  
Directeur general Concurrence  
Commission europeenne B-  
1049BRUXELLES

Monsieur le directeur general,

Vous avez lance une consultation sur les aides d'Etat a l'innovation. Sans repondre de maniere exhaustive a votre questionnaire, je souhaite vous faire part de quelques reflexions, en tant que dirigeant d'un groupe industriel europeen et mondial, et aussi en tant que President du Conseil de surveillance de la nouvelle Agence de l'innovation industrielle (All). Ma contribution portera essentiellement sur le rôle des grandes entreprises, aborde a la question 4.

Tout d'abord, je me felicite de l'idee generale de votre document, qui vise a faciliter l'innovation par une extension, a plusieurs titres, des possibilites d'aides aux entreprises. Il est en effet essentiel, a mon avis, et au-dela des efforts financiers que les gouvernements doivent faire pour la recherche publique, de mettre en place les incitations necessaires pour que les entreprises accroissent leurs propres financements pour la recherche et l'innovation. Des aides correctement ciblees trouvent pleinement leur sens dans ce contexte.

Les grandes entreprises representent actuellement les quatre cinquiemes de l'effort financier des entreprises dans ce domaine. Meme si, comme vous, je souhaite faciliter l'emergence et la croissance de jeunes pousses ainsi que l'essor des PME existantes, la place des grandes entreprises dans l'accroissement de l'effort europeen de R&D me semble inconsumable. Cet aspect requiert a mes yeux une mise en coherence.

Les grandes entreprises subissent en effet, comme les PME, des defaillances de marche. Meme si les grandes entreprises ne font pas face aux memes difficultes d'accès aux financements externes que les PME, elles dependent fortement des marches financiers ; or ceux-ci ont du mal a apprecier a leur juste valeur des projets innovants de grande ampleur et a longue periode de gestation, et n'en retiennent souvent que le cout immediat, qui peut etre considerable (de meme, par exemple, que les projets de diversification des grandes entreprises aboutissent frequemment a une decote de 10 % de leur valorisation boursiere). En outre, la contrainte financiere externe, qui se traduit

**Compagnie de Saint-Gobain**

Les Miroirs • 18, avenue d'Alsace • 92096 La Defense Cede\* • France - Tel. +33 (0)1 47 62 3000 • [www.saint-gobain.com](http://www.saint-gobain.com) S.A,  
OLI capital de € 1.377,862,608 • 542039532 R.C.S. Nanterre • Siret 54203953200040 • APE741J

au quotidien dans le cours des actions, a son pendant a l'interieur des entreprises : il est parfois difficile de juger de la pertinence d'investissements lourds dans des projets de R&D alors que ceux-ci sont en competition avec d'autres projets pe^us comme plus surement et rapidement rentables. Outre le marche des capitaux dans lequel evolue l'entreprise, existe donc une sorte de marche interne; tous deux sont marques par une difficulte d'accès a l'information et par la non valorisation des exteraalites positives de l'innovation.

J'ajoute que les défauts de coordination entre la recherche publique et l'action des entreprises s'appliquent aux grandes comme aux petites entreprises : les exemples abondent de resultats de la recherche academique dont la valeur n'a pas ete reconnue par rindustrie, faute de confiance et d'une cooperation satisfaisante.

Il est souhaitable d'encourager la cooperation entre grandes et petites entreprises, ainsi qu'avec les laboratoires publics. Ceci peut s'envisager au niveau geographique dans le cadre de poles d'excellence, mais egalement a travers des grands projets industriels a forte composante d'innovation et a risques eleves, tels que ceux proposes dans mon rapport et qui seront prochainement soutenus par TAI (une notification de son regime d'aides est en cours de preparation et vous parviendra prochainement par l'intermediate des autorites francaises). Je crois fortement a la possibilite pour les grandes entreprises d'entrainer a leurs cotes les PME vers des reussites technologiques et industrielles qui leur donneront une position de leader sur leurs marches au niveau mondial.

Je pense donc qu'il n'y a pas lieu de differencier de maniere excessive les possibilites d'aides entre les grandes et les petites entreprises. Outre le maintien des pssibilites ouvertes par l'encadrement actuel des aides a la R&D, il convient a mon sens d'appliquer a toutes les entreprises les extensions envisagees, notamment en ce qui concerne la limite de definition des activites de developpement (un nouveau niveau d'intensite d'aide a 15 % ne se justifiant par ailleurs pas a mon avis, ne serait-ce que pour la comprehension generate du dispositif).

Pour atteindre les objectifs politiques et economiques de l'Union europeenne concernant la societe de la connaissance, il est indispensable de permettre aux Etats d'encourager la prise de risques lies a l'innovation de la part des industriels, puisque les marches ne fournissent pas d'incitation suffisante en ce sens. Ce principe d'incitation doit pouvoir etre decline, de maniere adaptee, sur tout le spectre des entreprises innovantes, depuis la jeune pousse jusqu'a la multinationale.

Je me tiens a votre disposition si vous souhaitez que nous discussions de ces observations, et vous prie de croire, Monsieur le directeur general, à l'assurance de ma consideration distinguee.



Jean-Louis BEFFA